

Le géant endormi se réveille — La renaissance du mouvement des travailleurs états-uniens

samedi 5 mars 2011, par [SHORT Jase](#) (Date de rédaction antérieure : 1er mars 2011).

Sommaire

- [Particularités du mouvement](#)
- [De la Place Tahrir à Madison](#)
- [Un mouvement qui fait tache](#)

Il ne fait pas l'ombre d'un doute que ce qui est en train d'émerger aux États-Unis constitue la montée la plus significative du mouvement ouvrier depuis fort longtemps. Ce qui a commencé au Wisconsin est en train de se répandre rapidement dans d'autres États - y compris certains États du Sud, traditionnellement vides de toute activité syndicale.

Pour comprendre ce qui est en train de se passer, il convient de clarifier un certain nombre d'éléments relatifs au caractère unique des États-Unis parmi les autres grands pays industrialisés, en termes de rapports de forces entre le mouvement ouvrier et les intérêts capitalistes.

Particularités du mouvement syndical aux États-Unis

En premier lieu, d'une manière générale, le taux de syndicalisation est incroyablement bas aux États-Unis. Estimé aujourd'hui à 14,2%, il a décliné chaque année — à quelques exceptions près — depuis plusieurs décennies, particulièrement depuis son niveau record des années 40 et 50. À cette époque, quelque 30% des travailleurs étaient syndiqués dans le secteur privé, et 10% environ dans le secteur public. De nos jours, la tendance s'est inversée : on compte 12,4% de syndiqués, dont une proportion significative de travailleurs du secteur public (36,8%), mais 7,6% seulement de travailleurs du privé.

Au vu de ces chiffres, la stratégie des gouverneurs du Wisconsin (Walker), de l'Ohio (Kasich) et de leurs semblables s'éclaire : il s'agit de détruire le droit de négociation collective des travailleurs du secteur public en portant un coup fatal à ce qui reste du mouvement ouvrier dans son ensemble. Une fois l'obstacle syndical neutralisé, le principal obstacle sur la voie de la privatisation de ces services sera écarté et ce qui subsiste de syndicalisme dans le secteur privé se considérera comme définitivement dépassé.

L'offensive contre le secteur public n'est pas menée que par les Républicains, mais la sévérité des attaques dans des États tels que l'Ohio, le Wisconsin et le Tennessee (où le seul syndicat significatif du secteur public est celui des enseignants, confronté à une législation visant à le détruire) a aussi un côté partisan. En effet, le Parti républicain réalise qu'il a peu de chances de revenir à une telle mainmise sur le pouvoir gouvernemental, et ce avant longtemps, de sorte que le temps de l'action sonne pour lui. Son but est de sécuriser des gains électoraux futurs en détruisant une source

importante de soutien financier aux campagnes de ses concurrents démocrates. Par ailleurs, c'est sur les syndicats ouvriers que les Démocrates comptent pour frapper aux portes et faire de la retape téléphonique – sans les syndicats, les Démocrates sont plus isolés, élitistes, sans une bonne perception du public. Pour être clair, cependant, les événements en Californie, en Illinois et à New York le montrent clairement : les deux grands partis se livrent tous deux à une guerre contre ce qui reste du mouvement ouvrier aux USA.

Plusieurs éléments significatifs doivent être tenus à l'esprit quand on essaie de comprendre la nature de la lutte de classe aux États-Unis. Le premier est le divorce historique entre les syndicats et la gauche politique radicale. Pour accepter les syndicats, les élites politiques et patronales ont posé comme condition que les rangs des affiliés soient purgés des gens ayant des convictions politiques radicales —et, aussi, avec le temps, des membres sans idées politiques radicales mais qui conservent un point de vue militant de lutte. C'est ainsi que la gauche américaine est incroyablement faible en comparaison à la gauche dans les pays d'Europe occidentale les plus comparables aux USA.

Ce divorce d'avec la gauche a entraîné une soumission des syndicats à l'agenda et aux intérêts du Parti démocrate. Ce Parti n'est pas et n'a jamais été un parti ouvrier, mais il est devenu le parti par excellence des gens de couleur, du mouvement ouvrier organisé, des intérêts des femmes, des LGBT, etc. La raison est à chercher davantage dans le fort tournant à droite des Républicains que dans la défense des intérêts de ces groupes par les Démocrates. Ce qui restait de soutien du Parti Démocrate au mouvement ouvrier organisé s'est détérioré significativement depuis les années 70, en particulier sous les administrations Clinton et Obama. La reprise fort médiatisée de General Motors par l'administration Obama a donné à celle-ci une grande chance de défendre la colonne vertébrale traditionnelle des forces syndicales aux États-Unis (le syndicat de l'automobile, l'UAW). Au lieu de cela, l'administration a utilisé le levier dont elle disposait pour arracher des concessions brutales à l'UAW — actuellement les nouveaux embauchés reçoivent la moitié du salaire perçu précédemment. L'activité principale de la plupart des syndicats consiste à demeurer pratiquement silencieux jusqu'au moment où des élections ont lieu : alors ils se transforment de facto en quartiers-généraux du Parti démocrate dans tout le pays. Dans certains — par exemple, les enseignants au Tennessee — les syndicats n'ont pratiquement pas d'autre activité que de lever des fonds et collecter des voix pour les Démocrates.

De plus, en dépit des efforts héroïques de réforme menés par des courants tels que les Teamsters for a Democratic Union (TDU, Chauffeurs de camion pour un Syndicat Démocratique), ou le Transport Workers Local 100 à New York City, les syndicats sont presque exclusivement dominés par leur direction bureaucratique (ce mal endémique, admettons-le, ne se marque pas seulement aux USA, mais aussi en Europe de l'Ouest). Beaucoup de ces dirigeants touchent d'énormes salaires en comparaison avec ceux de leurs mandants. Leurs milieux dirigeants jouxtent souvent ceux du crime organisé —Hoffa chez les Teamsters, Stern au SEIU. Cependant, même en faisant abstraction de ces excès, la tendance de la bureaucratie au cours des trente dernières années a été d'assister les élites politiques et syndicales dans la tâche d'arracher des concessions au monde du travail. Cela semble être en train de changer à la faveur des luttes actuelles. Le fait est que l'attaque contre le droit de négociation collective, en soi, lance un défi non seulement aux syndiqués, mais aussi à la direction bureaucratique, dont elle menace le pouvoir et les privilèges. Par conséquent, en dépit de cette énorme montée qui a le potentiel de battre toute attaque contre les allocations sociales, les salaires, etc., la direction syndicale continue à mettre en avant des propositions qui autoriseront des coupes sauvages dans ces allocations et ces salaires (pour ne pas parler des attaques non encore annoncées), en échange de la préservation de la négociation collective.

Le dernier point à avoir à l'esprit est le développement géographique inégal aux États-Unis. Les États du Sud ont connu une transformation rapide au cours des 20 dernières années : glissement de la production rurale vers la production urbaine et suburbaine (le Sud est devenu le lieu de

prédilection pour les investissements dans la production industrielle), glissement démographique, avec un afflux massif de gens venant d'autres régions du pays (à la recherche d'emplois et d'États sans impôt sur le revenu local) et une immigration significative de travailleurs hispanophones (en particulier au cours de la dernière décennie). De plus, la bipolarité raciale du Sud a été transformée radicalement ces dix dernières années : on a aujourd'hui un spectre blanc-noir-brun, rendu encore plus complexe du fait du grand nombre d'autres populations d'immigrants dans des endroits tels qu'Atlanta et Nashville (Nashville accueille une des concentrations de Kurdes les plus nombreuses en dehors du Moyen Orient).

De ce fait, le rôle traditionnel du Sud en tant que bastion de la réaction face au mouvement ouvrier est devenu très volatile. Les États du Sud sont pour la plupart des États du "droit au travail", ou des États qui interdisent par la loi la pratique du closed-shop (l'embauche réservée aux syndiqués), et qui contrecarrent par conséquent les efforts de syndicalisation dans le privé. Une des attaques les plus radicales contre le mouvement ouvrier au cours des dernières semaines fut une loi introduite dans l'Indiana et qui ferait de celui-ci un État du "droit au travail", ce qui serait un développement considérable pour le Midwest. En l'absence de bureaucraties syndicales traditionnelles capable de jouer le rôle de soupape de sûreté pour le mécontentement des travailleurs, la perspective d'une explosion d'activité à la base gagne en crédibilité. Une preuve de ce potentiel peut être trouvée dans les poussées en faveur de la création de syndicats dans le secteur public, dans le Sud en premier lieu. Dans les années '70, des batailles héroïques dans cette région ont été alimentées par des militants du secteur public. Elles ont culminé dans l'obtention du droit de négociation collective pour beaucoup de travailleurs. À présent, même ces acquis sont menacés.

De la Place Tahrir à Madison

C'est dans ce contexte qu'il faut voir l'importance de ce qui a émergé au Wisconsin et qui est en train de se répandre à travers les USA à une vitesse qui étonne beaucoup d'entre nous, qui sommes sur le terrain. Des dizaines de milliers de gens continuent à descendre dans les rues de Madison. 10.000 sont descendus dans les rues de Columbus, dans l'Ohio — un État ravagé par la délocalisation d'activités vers d'autres pays et vers le Sud des USA.

Comme militant de base au Tennessee, je dois dire que je n'ai jamais vu une chose aussi étranges que 300 supporters du mouvement syndical occupant un couloir étroit du Legislative Plaza pour tenir une conférence de presse (transformée du coup en mini-rassemblement) ou des centaines d'enseignants en train de se masser en un lieu aussi improbable que Franklin and Johnson City (Franklin est un bastion de la réaction, une sorte de "gated community" géante — des quartiers résidentiels très aisés qui sont clôturés et gardés par des vigiles — et un des comtés les plus riches de tout le pays), ou encore le fait que 600 partisans du syndicalisme se rassemblent face au Capitole, sur la seule base d'un appel lancé essentiellement par Facebook et MoveOn.org, sans pratiquement d'autre forme d'organisation (beaucoup parmi nous, les militants, attendions une trentaine de personnes).

La nature de ce mouvement n'est pas purement économique, en ce sens qu'il n'est pas limité aux lieux de travail et à des lutes sur les salaires, les allocations, les conditions de travail, etc. C'est plutôt un mouvement potentiellement politique, orienté défensivement sur le droit à l'existence même des syndicats, du point de vue légal. Sa forme renvoie à la montée ouvrière du début des années 70, mais l'enjeu évoque davantage les années 30 : le droit légal à l'existence du syndicat.

L'activité est portée surtout par des militants de base et par des sympathisants des syndicats, particulièrement parmi la jeunesse étudiante. Lors des premiers jours de manifestation, on n'a que

très peu vu les messages imprimés en masse par les syndicats mais plutôt une floraison d'une variété étonnante de messages créatifs, dont une partie significative fait référence au récent soulèvement révolutionnaire en Égypte. L'attention des masses pour la lutte qui s'est engagée ici a été attirée par le fait que les enseignants ont observé dans les faits une grève de deux jours (ils se sont déclarés massivement en maladie, les médecins fournissant des certificats par solidarité), ce qui a mis en évidence la capacité des travailleurs d'avoir aux USA une audience de masse comme on n'en a plus vue depuis très très longtemps. Des milliers de lycéens ont quitté leurs classes pour marcher vers Madison aux côtés des étudiants du supérieur, créant l'image d'un mouvement inter-générationnel, ce qui va à l'encontre des conceptions répandues sur les syndicats, d'une part, et sur le fossé entre militants plus jeunes et plus âgés, d'autre part.

La tentative de diviser les travailleurs en exemptant la police et les pompiers du champ de la loi (une chose que les autorités de l'Ohio n'ont pas eu le sens stratégique de faire, à leur détriment) a fait long feu. Elle a au contraire montré aux gens la force de la solidarité, car les pompiers ont soutenu en masse leurs collègues de travail, ce qui a diffusé la signification de la solidarité parmi un très large public. À l'heure qu'il est, la police a rejoint les protestataires à Madison, en rompant avec les ordres qui lui étaient donnés de disperser la foule. Cette participation des policiers est relativement sans précédent.

Récemment, un blogueur progressiste a donné un appel téléphonique bidon au bureau du gouverneur Walker. Cet appel s'est avéré très révélateur. Prétendant être l'un des frères Koch (des milliardaires qui sont 3^e et 4^e sur la liste des hommes les plus riches des USA, dont les fonds ont arrosé la création ces dernières décennies de la plupart des organisations libertariennes aux États-Unis ainsi que de diverses forces associées au Tea Party), ce blogueur a appelé Walker, qui est tombé dans le panneau. Parmi les révélations qui ont été largement diffusées sur les ondes du pays (y compris sur la Radio publique nationale, qui a plus d'auditeurs que beaucoup de stations câblées de la droite), on a appris que, pour Walker, l'affaire n'avait rien à voir avec l'équilibre budgétaire et tout à voir avec une tentative de "changer le cours de l'Histoire" en portant un coup mortel au mouvement ouvrier organisé. Walker avoua également avoir songé à infiltrer des agents provocateurs dans la foule réunie à Madison, dans le but de susciter des troubles et de discréditer le mouvement. Les retombées de cet événement ne sont pas encore claires, mais on parle d'une procédure judiciaire contre Walker, surtout depuis que les représentants des forces de police ont été mis au courant de l'affaire des agents provocateurs.

Un mouvement qui fait tache d'huile

Voilà le genre d'actions diffuses, créatives, couplées aux manifestations de masse et aux actions de grève (qui sont cependant faibles et peu nombreuses) qui caractérisent cette revitalisation du mouvement ouvrier aux États-Unis. Pour la première fois depuis très, très longtemps, des milliers de travailleurs ordinaires se rassemblent en chantant des slogans tels que "le peuple, uni jamais ne sera vaincu !", en s'associant avec la gauche radicale, en lisant les publications de celle-ci et en s'informant de ses heures de réunion. Quoique très peu de choses aient été faites officiellement, des alliances de facto entre militants politiques de diverses tendances de la gauche radicale (Maoïstes, Trotskistes, etc.) sont devenues banales, spécialement parmi les membres les plus jeunes de ces organisations.

L'effet s'est fait sentir au sein des forces plus traditionnelles de la gauche, ce qui a culminé dans les actions de masse du samedi, partout aux USA, à l'appel d'un ancien membre de l'administration Obama, Van Jones (éjecté de son job suite à une campagne anti-"rouges" bien orchestrée par les Républicains) et de MoveOn.org, une sorte d'organisation opportuniste, orientée sur les

mouvements sociaux, et qui fait une descente chaque fois que des masses de gens démarrent une action, dans le but de la canaliser vers des votes. Plus de 100.000 personnes se sont rassemblées au Wisconsin (un nombre très important pour un État de cette taille), plus 50.000 ailleurs dans le pays, avec notamment quelques surprises telles que les 600 de Nashville.

Cet effort a contribué à galvaniser un public assoupi qui, en dépit de son manque généralisé d'activité politique, continue à donner beaucoup plus d'importance à la création d'emplois qu'à la réduction du déficit budgétaire, en tant que priorité nationale essentielle. Un sondage récent réalisé par NY Times/CBS Poll montre que 14% à peine des États-Uniens considèrent le déficit comme leur principale priorité, contre 43% qui citent la création d'emploi comme LA priorité nationale. Du fait du mouvement social, le Tea Party – qui souffre déjà d'un déclin de popularité pour ses excès islamophobes et racistes – a perdu beaucoup de son élan. À Madison, plus de 70.000 personnes se sont rassemblées un jour en faveur des droits des travailleurs, tandis que la contre-manifestation organisée par le Tea Party rassemblait à peine 2000 personnes. À Nashville, lors du rassemblement convoqué par Van Jones et MoveOn, la contre-manifestation annoncée par le Tea Partry ne s'est même jamais concrétisée.

En fait, un nombre significatif de participants de base au Tea Party continuent à crier “Bas les pattes de mon Medicare” (le système de soins de santé) et “Bas les pattes de ma sécurité sociale”. Au grand dam de leurs dirigeants politiques, dont les objectifs sont notamment de mettre fin à ces programmes gouvernementaux très populaires. En fait, un nombre très important de bénéficiaires de ces programmes – et ceci témoigne du manque d'éducation politique dans ce pays – ne sont même pas conscients du fait qu'ils participent à des programmes gouvernementaux. Ce manque de conscience est exploité par les médias de droite, mais il commence maintenant à se retourner, du fait que ces acquis sont dorénavant menacés au niveau fédéral.

En bref, l'activité ouvrière massive qui se répand maintenant à partir du Wisconsin vers l'Ohio, le Tennessee et la Géorgie, menace, au-delà de ces États, le statu quo du monde des affaires, de la bureaucratie syndicale, du Parti démocrate, du Tea Party... et de la grande majorité de la population elle-même. Des défaites au Wisconsin et en Ohio dans un futur proche pourraient écraser dans l'œuf ce mouvement naissant, mais beaucoup de militants se préparent à toutes les éventualités : comment capitaliser ce soulèvement si jamais il est vainqueur au Wisconsin, ou s'il est battu, semble être la problématique émergente dans les discussions parmi les militants ouvriers et ceux de la gauche radicale, dans tout le pays. Le fait que des travailleurs soient capables de faire sentir leur présence dans certains États du Sud a d'énormes conséquences d'un double point de vue : pour les perspectives de reconstruction d'un mouvement ouvrier national et pour la possibilité de convertir une défense improvisée des syndicats du secteur public en une bataille pour unifier le secteur privé lui-même (mais ceci, certes, n'est pas à l'ordre du jour immédiat). En toile de fond de ces efforts, il y a une montée de l'activité “par en-bas” qui résulte de la participation accrue de syndiqués récents (et souvent plus jeunes) aux débats quotidiens de leurs syndicats, ce qui est prometteur pour les courants luttant en faveur d'une réforme démocratique au sein des grandes organisations syndicales.

Les essais de récupération du mouvement ont échoué jusqu'à présent, mais ce n'est pas faute de tentatives. Des équipes du Parti Démocrate, de l'AFL-CIO, et du SEIU affluent au Wisconsin. Elles essaient d'avoir une quelconque prise sur le soulèvement démocratique afin que leurs privilèges ne soient pas la prochaine victime de ce géant affaibli qu'est le mouvement ouvrier états-unien. Espérons que leurs efforts demeureront sans succès face au front uni des syndicalistes démocratiques.

Si un nouveau mouvement ouvrier sérieux devait grandir aux États-Unis, les répercussions politiques seraient gigantesques, non seulement aux USA mais dans le monde entier. C'est un moment très

excitant pour nous tous ; puissions-nous ne pas gaspiller cette chance sans précédent de construire un nouveau visage de la démocratie dans notre pays.

Jase Short

P.-S.

* Jase Short est membre de notre organisation-soeur aux États-Unis, "Solidarity" et vit dans l'État du Tennessee. Intertitres de la rédaction. Traduction : Daniel Tanuro pour le site www.lcr-lagauche.be